

Dominique Veillon

Paris allemand

Entre refus et soumission
1939-1944

Tallandier

© Éditions Tallandier, 2021
48, rue du Faubourg-Montmartre – 75009 Paris
www.tallandier.com
ISBN : 979-10-210-3225-5

INTRODUCTION

La période qui court de juin 1940 à août 1944 constitue un observatoire privilégié de la population parisienne sous le joug allemand. Paris, tel un fruit mûr, tombe aux mains des Allemands, le 14 juin 1940, sans opposer de résistance. Commence alors un système d'oppression dans une ville livrée aux vainqueurs, déchue de son statut de capitale, le gouvernement siégeant à Vichy avec à sa tête le maréchal Pétain. Tout ou presque a été dit sur l'occupation de la capitale¹, qu'elle soit administrative, politique, économique, policière ou intellectuelle. Mais que sait-on réellement du ressenti des habitants au jour le jour pour peu que l'on veuille aller au-delà de ce qui est connu ou de ce que charrie la mémoire collective ? Quels sont leurs rapports journaliers avec l'Occupant sous le regard duquel ils vivent² ? Que pensent-ils du vainqueur ? Comment le voient-ils ? Et dans le camp adverse, quelles sont les réactions des Allemands ? Et leurs comportements ? Comment jugent-ils ces Parisiens qu'ils côtoient ? Peu d'historiens ont tenté de croiser les regards français et allemands à partir d'archives des deux bords, de témoignages et de documents³.

Sans refaire l'histoire de la résistance parisienne ni celle de la Collaboration, il s'agit ici, en tenant compte de ce que pensent les Allemands, de leurs attitudes, d'essayer de comprendre les réactions de la population alors qu'elle est placée dans une situation particulière : sous l'étau allemand, sans gouvernement et en proie à des difficultés de toutes sortes. Les registres des mains courantes de la Préfecture de police de Paris, jusqu'ici peu exploités, constituent un vivier sans égal pour suivre au plus près les réactions de l'opinion publique face à l'Occupant dans les différents quartiers de la capitale. Ils ont permis d'enregistrer des nuances, voire des divergences, d'un arrondissement à l'autre ou d'une banlieue à l'autre. Les rapports hebdomadaires des Renseignements généraux et les notes des commissariats adressés au Directeur de la police judiciaire (Archives de la PP), les différents fonds d'archives consultés aux Archives nationales, à l'Institut d'histoire du temps présent, au musée de la Libération de Paris – musée du général-Leclerc – musée Jean-Moulin, et de nombreuses archives privées ont complété ces données. Les journaux et témoignages personnels, dont certains inédits⁴, sont venus enrichir cette quête documentaire ; ils ont servi de fil conducteur, permettant des comparaisons. Ainsi s'est dégagé un panorama où l'on voit évoluer la jeunesse (écoliers, lycéens, étudiants⁵), des professions variées (ouvriers, ingénieurs, enseignants, journalistes, fonctionnaires⁶), divers emplois qui vont des commerçants aux artisans, le monde des écrivains et des artistes⁷, les Juifs⁸, en passant par les concierges, les bonnes à tout faire ou les femmes de ménage⁹, sans oublier les mères de famille et

INTRODUCTION

les femmes du monde¹⁰. Le point de vue de l'Occupant sur les Parisiens s'appuie sur les journaux de guerre d'Ernst Jünger¹¹, rédigés eux aussi presque quotidiennement, montrant un fervent admirateur de Paris et de la culture française qui, tout en détestant Hitler et le nazisme, endosse l'uniforme allemand et les attributs qui vont avec. Le journal du francophile Gerhard Heller¹² – hôte privilégié des salons littéraires et mondains de la capitale – souligne ses efforts pour épargner quelques ouvrages français que lui permettait son poste officiel à la Propagandastaffel. Ce qui ne l'empêche pas d'être antisémite. Quant aux notes de guerre de Felix Hartlaub¹³, qui « constituent un journal de guerre privé », elles montrent le comportement d'un historien humaniste qui éprouve de l'empathie pour ces Parisiens humiliés par l'armée d'Occupation et qui ne s'en cache pas. Le portrait qu'il trace par ailleurs de ses collègues, fonctionnaires, militaires et civils à la Commission d'archives du Quai d'Orsay, est peu flatteur et sans doute proche de la réalité. Cette approche a été complétée de façon assez large grâce aux lettres qu'envoient à leurs familles les soldats allemands en garnison à Paris¹⁴ permettant de suivre au plus près la vie de ces jeunes hommes¹⁵.

La phase antérieure à la défaite et à l'arrivée des Allemands est importante pour mieux comprendre dans quel état d'esprit se trouvent les Parisiens au printemps 1940. La « drôle de guerre¹⁶ », les habitants l'ont apprivoisée à leur façon, malgré le départ d'êtres proches au front, la peur des gaz et des bombardements. La plupart ont fini par s'habituer aux inconvénients qu'entraîne la nation en guerre et, les mois passant, la vie a repris son cours habituel. L'invasion de la

Belgique et de la Hollande¹⁷, le 10 mai 1940, modifie la situation en provoquant l'exode dramatique des gens du Nord. Cet exode, les Parisiens l'ont vécu deux fois. La première, par contre-coup, lorsqu'ils voient passer le flot incessant des repliés harassés qui, après un court répit, n'ont qu'une idée en tête : passer la Loire. La seconde, lorsqu'ils apprennent que le gouvernement a quitté la capitale le 10 juin pour se réfugier à Bordeaux, après une halte en Touraine. Les fausses rumeurs, se conjuguant à la peur, précipitent sur les routes ou dans les trains deux millions de Parisiens, charriant leur cortège de souffrances.

Le 14 juin, à l'aube, les premières troupes allemandes entrent dans un Paris quasi désert. Savourant leur triomphe, elles paradedent sur les Champs-Élysées et n'ont de cesse de marquer leur territoire. Bientôt le drapeau nazi flotte sur les principaux monuments de la ville tandis qu'une avalanche d'écriteaux allemands matérialise la présence du vainqueur. Concrètement, l'occupation de la capitale se traduit par un accaparement de l'espace et un changement de décor. Les horloges marquent l'heure allemande, les murs se couvrent d'affiches... Les premières interdictions pleuvent. Le couvre-feu imposé qui entraîne l'obscurcissement total des habitations est surveillé de près par les autorités. Tout est fait pour humilier la population et lui rappeler qu'elle est désormais soumise. Pour les habitants, le choc est immense de voir la Ville Lumière tant prisée dans le monde entier s'enfoncer dans le noir de l'Occupation.

S'installer pour le vainqueur s'accompagne de réquisitions d'hôtels, de villas, d'immeubles. Des quartiers entiers

INTRODUCTION

passent entre les mains allemandes, de même que des hôpitaux, des cinémas, des maisons de tolérance... Si l'on ajoute à cela que les plus hautes instances siègent dans la ville, où se met en place un appareil administratif, économique, culturel et policier, étendant ses bras dans tous les domaines comme de gigantesques tentacules, on a une idée de cette inexorable machine d'Occupation qui attend les Parisiens. Pendant quatre longues années, ils vont vivre sous la férule d'un ennemi qui ne cesse de restreindre les libertés. Les signes avant-coureurs de ces restrictions se font sentir aussitôt, comme l'impossibilité de se déplacer sans autorisation, de correspondre librement... les Juifs étant les premiers visés par une série d'interdits.

Le quotidien de Paris occupé, c'est, pour les habitants, le bruit des bottes, ces soldats en uniforme tellement présents qu'on évite, par peur de croiser leur regard, quand d'autres le font par choix. Ces soldats qui découvrent l'abondance et qui, forts d'un taux de change avantageux, se précipitent dans les magasins qu'ils dévalisent pour en faire profiter leur famille comme ils le soulignent dans leur courrier, alors qu'il devient si difficile pour la population de trouver l'essentiel. Le rationnement puis la carte d'alimentation qu'impose le gouvernement de Vichy à partir du 23 septembre 1940 pour une répartition plus juste devient un casse-tête pour la population. À partir de 1941, les restrictions ne cessent de s'étendre, la pénurie est réelle, frappant tour à tour les chaussures, les textiles, le charbon, le tabac... Mais pour les plus riches ou les plus débrouillards, tout cela reste théorique avec, en

ligne de mire, la nécessité de contourner les insuffisances par n'importe quel moyen, dont le marché noir. Quant à l'Occupant, ses droits sont illimités ; il ne sait pas ce que signifie la faim et pille le pays avec allégresse.

Bientôt les queues font partie intégrante du paysage parisien, entraînant pour les habitants une nouvelle sociabilité. D'un quartier à l'autre, elles diffèrent mais elles ont un dénominateur commun, le facteur temps, qui participe de cette nouvelle culture de guerre. Jamais le temps n'a pris autant d'importance qu'à cette époque. La journée commence dès l'aube pour les mères de famille avec les courses, qui occupent parfois toute la matinée. Elle se termine avec l'heure du couvre-feu où chacun doit être rentré chez soi sous peine d'être arrêté par la police. Pour certains, l'heure de radio-Londres devient le rendez-vous essentiel de l'espoir.

L'Occupant, lui, n'a que faire du facteur temps, le couvre-feu signifiant que Paris, ses tentations et ses spectacles s'offrent à lui. Couvre-feu rime avec sorties nocturnes à Montmartre et sur les Champs-Élysées, dans les cabarets, les boîtes de nuit où sont présentées les revues déshabillées. Il s'agit pour le vainqueur de profiter au maximum de la situation quand on a la chance d'être pour quelques mois dans une ville aussi séduisante. Les Allemands le confient à leur manière au hasard d'un courrier ou d'un document. Les officiers se réservent les menus soignés des restaurants huppés qu'ils fréquentent avec les leurs ou avec leurs relations parisiennes collaborant avec eux. Certains gradés, et non des moindres, tirent les ficelles d'un scandaleux marché noir. Ils n'hésitent pas à recevoir à leur table les

INTRODUCTION

escrocs et les voyous de la pire espèce qui travaillent pour eux. Beaucoup, dont Goering, s'enrichissent en spoliant les Juifs, en réquisitionnant leurs collections privées dont la plupart prennent le chemin de Berlin. D'autres, dont le métier est de traquer les résistants, n'ont de cesse d'arrêter et de condamner à mort ceux qu'ils appellent les terroristes.

De mois en mois se superposent des séquences qui scandent l'existence des Parisiens. Ainsi les combines auxquelles se livrent, la nuit tombée, des commerçants sans scrupule qui, en cheville avec des trafiquants, se ravitaillent et font payer le prix fort à une clientèle privilégiée quand tant d'autres meurent de faim ; l'humiliation imposée aux familles juives avec le port de l'étoile jaune en juin 1942 avant que ne sonnent pour elles l'heure abjecte de la rafle du Vél'd'hiv en juillet 1942 et les déportations massives vers les camps de la mort ; les rendez-vous clandestins où des résistants ronéotypent ou impriment leurs feuilles et leurs journaux dans des caves ou des ateliers, alors que d'autres envoient des messages chiffrés vers Londres ou les déchiffrent, tous risquant leur vie ; l'heure des arrestations par les brigades spéciales¹⁸ ou par la Gestapo et les tortures ou les exécutions qui suivent pour ces hommes et ces femmes, communistes ou non, qui paient au prix fort leur action.

Pour la majorité des habitants, le maître mot est « régression ». Elle est due à l'Occupant qui s'empare de tous les leviers pour les faire fonctionner à son profit ainsi qu'aux mesures du gouvernement de Vichy qui les ramènent des années en arrière. Tant bien que mal, la population essaie de s'adapter à de nouveaux modes de vie. La modernité

PARIS ALLEMAND

et la facilité auxquelles les Parisiens étaient habitués ne sont plus qu'un lointain souvenir : transports en berne, coupures d'électricité, peu ou pas de chauffage... Avec, comme seul horizon, la faim et le froid, sans oublier la terreur qui ne cesse de grandir à partir de l'été 1941 quand de sévères représailles suivent les attentats contre les soldats allemands ou les réfractaires au Service du travail obligatoire (STO).

Pendant quatre ans, les Parisiens, rongés par d'innombrables difficultés, vivent au rythme des interdictions et des sanctions qu'impose l'Occupant. D'emblée, une minorité, par choix assumé ou par fascination, passe dans le camp ennemi et n'hésite pas à s'afficher avec lui. Sa servilité est revendiquée. D'autres se soumettent par peur d'être frappés par des condamnations et de la prison. D'autres enfin réussissent à dompter ce maquis d'interdits à force de dissimulation et de ruse. Leur soumission n'est qu'apparente. La colère rentrée gronde. De moqueries en désobéissances, vient le moment pour quelques-uns de rejoindre ceux qui, très tôt, ont pris le parti du refus et ont créé de petits cercles qui finissent par s'unir pour donner naissance à différentes formes de résistance. Celles-ci ne cessent de se développer en dépit des arrestations, des jugements expéditifs, de la déportation ou des exécutions.

L'implantation des Allemands à Paris



CHAPITRE PREMIER

Les Parisiens face à la « drôle de guerre »

Lorsque la guerre éclate le 3 septembre 1939, les Parisiens, inquiets, assistent aux bouleversements que subit leur ville. Dès la mobilisation, de nombreux indices montrent que le temps des épreuves est arrivé. À Saint-Germain-en-Laye où il habite, Maurice V., ingénieur à la Compagnie du gaz Lebon à Paris, note dans son journal de guerre le dimanche 27 août : « Le matin à 6 heures, le régiment des 8^e cuirassiers quitte la caserne Gramont. Le matériel semble au complet, camions, citernes, munitions, camouflages... Nous sommes quelques personnes à avoir assisté à ce départ... Lugubre¹. » Aux abords des gares, on remarque une affluence inhabituelle : aux jeunes campeurs désireux de profiter des derniers beaux jours se mêle une foule d'appelés et de réservistes sommés de rejoindre leurs unités. Femmes, enfants, parents sont venus accompagner leurs proches, d'où un va-et-vient incessant au milieu d'un brouhaha pesant. Sur les routes, ce sont d'interminables convois de réquisitions, les longues files de chevaux et de voitures.

La guerre est là

Symbole d'un passé national, capitale géographique et politique de la France, Paris est une cible double pour l'ennemi ; d'où une série de précautions indispensables en vue de préserver le centre névralgique du pays (voies ferrées, routes) et un patrimoine unique. Des changements modifient le paysage habituel où la guerre s'impose à sa manière face à des habitants anxieux. Certains magasins de luxe ont protégé leurs devantures par des panneaux de bois et sur les vitrines s'étalent des banderoles de papier, collées dans le ferme espoir d'atténuer le choc des bombardements. Sur les portes du Printemps et des Galeries Lafayette, début septembre, des affichettes sont apposées où l'on peut lire : « En cas d'alerte, le personnel conduira les clients aux abris. » Les chevaux de Marly, à l'entrée des Champs-Élysées, les statues de la place de la Concorde et bien d'autres monuments sont recouverts de sacs de sable censés les protéger contre les bombes. Des échafaudages entourent les statues d'Henri IV et de Louis XIV. On démonte, pour les mettre en lieu sûr, les vitraux de la Sainte-Chapelle et de Notre-Dame. Impuissants, les habitants ne peuvent que constater les allées et venues des camions réquisitionnés pour transporter en province les trésors des musées. « À la Compagnie, ce sont les archives qui sont embarquées vers Saint-Malo ainsi qu'une première vague du personnel. Pour l'instant, je reste sur place... Le grand hall est transformé en atelier d'emballages². » Bientôt, ce qui

frappe dans les rues, c'est le peu d'hommes jeunes car beaucoup sont au front.

Dans la presse parisienne s'étale une série d'interdits que chacun découvre jour après jour : couvre-feu, suppression des bals et des réunions publiques, champs de courses déserts, représentations théâtrales autorisées seulement l'après-midi... La Ville Lumière, le soir, est plongée dans le noir. La Défense passive veille au camouflage obligatoire des lumières, les vitres badigeonnées au bleu ne doivent rien laisser filtrer, l'éclairage des magasins est réduit au minimum. Il y va de la protection des civils en cas de lâchers de bombes. Aussi papeteries et bazars sont-ils assaillis par les acheteurs de papier bleu. Les conseils de sécurité se multiplient avec une recommandation essentielle en prévision des bombardements : aménager les caves des immeubles. En complément viennent les masques à gaz. Dans chaque arrondissement, des préposés sont chargés de la distribution. Nul ne doit se séparer de cet objet sous aucun prétexte. Les murs de la capitale se couvrent d'affiches expliquant le maniement de ce nouvel accessoire que complètent des exercices pratiques ainsi qu'un petit mode d'emploi.

Un seul mot d'ordre : se mettre à l'abri

Dès la première alerte³, la population s'entasse dans des refuges, devenus les nouveaux microcosmes de la vie sociale. Ce qui n'empêche pas les affaires de continuer. Un grand magasin l'a bien compris, qui a transformé

l'une de ses vitrines en cave : « Tout ce qu'il vous faut pour descendre aux abris. » Rien n'y manque : une table, des bancs composés d'une planche reposant sur des sacs de sable, une lampe, sans oublier toute une gamme de vêtements chauds, gilets matelassés, capuchons, vestes de mouton... Quelques stations de métro⁴ sont transformées en asiles pouvant accueillir plusieurs milliers de personnes dans la journée en cas d'urgence. Bien différente, la cave du Ritz ressemble fort au dernier salon à la mode où les femmes du monde se montrent en exhibant le pyjama d'alerte dessiné par les meilleurs couturiers. Tous ces modèles comportent de nombreuses poches de toutes tailles pour abriter papiers, bijoux divers, argent. Dans les immeubles du faubourg Saint-Germain que dirige un chef d'îlot, souvent le concierge, certains abris sont bien aménagés, voire éclairés ; on y trouve des fauteuils confortables en nombre, des chaises de toile et, quelquefois, une table de bridge pour les amateurs. Munis de vêtements de ski, de combinaisons de laine, de pardessus chauds, du masque à gaz et de médicaments pour les plus prévoyants, pourvus de valises et de papiers d'identité, on se retrouve entre voisins pour se réconforter. « Les couloirs sont tapissés de draps humides, protection contre les gaz. » Rien de tel dans les quartiers populaires où les plus modestes se sont adaptés avec les moyens du bord. Au milieu de tas de charbon (vite épuisé au fil des mois), d'un amoncellement d'objets hétéroclites, des caisses retournées font office de sièges ou de tables pour d'éventuels joueurs de belote. Au premier coup de sirène la nuit, des mères de famille en robe de chambre

en pilou, portant des enfants endormis entortillés dans des couvertures, s'y pressent. Mais d'un arrondissement à un autre, les Parisiens, quels qu'ils soient, se réfugient dans leurs caves. Ils partagent l'angoisse des bombardements, suivant leur milieu.

Dès janvier 1940, à la radio ou dans la presse parisienne, apparaît un slogan : « Avec notre vieille ferraille, nous forgerons l'acier victorieux », invitant chacun à sacrifier son fer usagé sur l'autel de la patrie. Exploitant l'affaire, la propagande officielle s'étale sur des affiches et dans les journaux : « Nous vaincrons parce que nous sommes les plus forts. » Mais quelques signes avant-coureurs ne trompent pas. Prudentes, des familles⁵ nanties d'enfants partent dans des voitures surchargées pour gagner leur résidence d'été ou s'en vont chez des parents. Dès l'annonce de la déclaration de guerre, suivant les consignes de la Direction générale de l'enseignement, de nombreux élèves quittent la région parisienne sous la conduite de leurs instituteurs pour se réfugier en province. Ce sont souvent les plus modestes, ceux qui n'ont personne pour les recevoir à la campagne. Ainsi, les écoliers du XVI^e arrondissement, dont le père ouvrier ou artisan est mobilisé, sont évacués dans le département de l'Eure où la population les accueille le mieux possible. Les conditions ne sont pas identiques pour les petits Parisiens du XVII^e et du XIX^e arrondissement, hébergés dans la Sarthe, où ils sont moins bien reçus⁶. La rentrée scolaire d'octobre 1939 dans la capitale se déroule tant bien que mal. De nombreuses écoles sont fermées faute de caves à proximité, de maîtres mobilisés ou d'élèves. Pour

assurer les cours dans les lycées à la place des professeurs qui sont sur le front, l'Éducation nationale mobilise ses retraités.

À chacun ses occupations

Guerre ou pas, certains habitants reprennent rapidement le cours de leur existence et, passé le premier moment de décence, ils reçoivent leurs amis, sortent. Dès novembre, le gala de bienfaisance, la « Première », organisé au théâtre de la Madeleine par Sacha Guitry⁷, fait salle comble. Sous couvert d'acheter une ambulance pour la Croix-Rouge, le Tout-Paris s'y presse pour se divertir. Dans l'assistance, on croise la duchesse de Windsor toujours élégante, Mme Paul Reynaud sobre et classique, Geneviève Guitry dont la redingote bleu persan fait sensation. Non loin, on reconnaît Paul Valéry et Jean Cocteau, en tenue de soirée. Une nouvelle rubrique, « Le Monde et la bienfaisance », fait son apparition, animée par l'arbitre des élégances, André de Fouquières, qui relate les soirées de charité comme le « Gala du colis du combattant à l'Opéra-Comique », les divers tournois de bridge, les tombolas placées sous divers patronages, dont le bénéfice est versé aux mobilisés.

N'eût été le fils ou le gendre mobilisé, cette frange de privilégiés se sentirait à peine concernée par ce qui se passe sur le front. Certes, bonne conscience oblige, ils se préoccupent du colis du soldat dont ils surveillent de près la confection quand ils ne confient pas à un grand

magasin le soin de le composer. « Le commerce de guerre se développe... équipements de toutes sortes. Paquets de victuailles et de friandises tout prêts⁸. » Ainsi, Le Bon Marché se charge de la préparation d'envoi jusqu'à trois kilos constitués au gré du client (alimentation, bonneterie, linge). Parmi les mères de famille restées à Paris et privées de leur mari, beaucoup mettent un point d'honneur à envoyer à l'absent friandises et pâtés de leur fabrication, sans oublier les dessins des enfants. Dans la bourgeoisie, quelques jeunes filles⁹ acceptent de sortir avec un ami, permissionnaire de passage dans la capitale, « auréolé du prestige de l'uniforme », et même d'aller au Bœuf sur le toit, connu pour sa table et son music-hall.

Chez certaines femmes du monde comme Florence Gould, franco-américaine et parisienne d'adoption, il est de bon ton de s'enrôler dans les services de la Croix-Rouge. Revêtue d'une blouse de Jeanne Lanvin, Florence devient infirmière au Val-de-Grâce. D'autres, à l'image d'Hélène Terré¹⁰, font partie des Sections sanitaires et sociales de cette même Croix-Rouge, chargées d'évacuer les petits Parisiens en province. « La vie à Paris est triste, tout au moins pour ceux qui n'acceptent pas de faire la fête. Suzanne Crémieux [...] a la grande gentillesse de créer un poste pour moi. Je vais pouvoir me rendre utile en m'occupant de l'évacuation des réfugiés¹¹ », confie Odette Fabius qui devient conductrice.

De son côté, la générale Gamelin et ses amies adoptent une attitude qu'elles jugent convenable : elles tricotent pour les soldats tout en assistant aux présentations de

mode que la plupart des maisons de couture ont maintenues. Pour certaines familles de fonctionnaires à Paris, si l'absence du père de famille ou de l'époux se fait sentir, c'est plus sur le plan sentimental que financier car les femmes perçoivent intégralement le traitement de leur époux.

Des difficultés subsistent

Le monde des ouvriers et des employés de la capitale et de la banlieue est, quant à lui, touché de plein fouet et souffre. Le père de famille mobilisé, ce ne sont pas les allocations de misère versées à l'épouse et aux enfants¹² qui leur permettent de vivre correctement. Bien souvent, la femme se voit obligée de travailler pour un salaire anormalement bas et, qui plus est, dans un domaine qui n'est pas le sien, comme la métallurgie. Quant aux gens âgés, avec des moyens réduits, ils endurent en silence les pires souffrances même s'ils bénéficient de l'entraide du voisinage comme dans la plupart des quartiers populaires, la rue Mouffetard, par exemple, où chacun se connaît.

À cela s'ajoutent, dès novembre 1939, les premiers manques, en particulier de produits coloniaux (café, huile, chocolat), que ressentent la capitale et sa périphérie. Tout ceci provoque une hausse considérable du prix des denrées au marché, en premier lieu les Halles, à cause de la seule loi de l'offre et de la demande. Les salaires sont bloqués depuis avril 1939. Un ouvrier qualifié parisien touche environ 1 500 francs¹³, un manœuvre 400 francs

pour 40 heures par semaine, ce qui ne leur permet pas d'acheter certains produits. « Le lapin vaut de 8 à 10 F aux Halles, le colin de 8 à 18 F, le beurre 8 à 12 F, le lait 1,80 le litre. » Par ailleurs, l'hiver 1939-1940 est rigoureux, il fait un froid exceptionnel, jusqu'à - 20 °C à Paris alors que le charbon n'arrive plus et qu'il devient difficile de se procurer du bois de chauffage. Mais tout le monde n'est pas perdant, la mafia parisienne s'organise et profite très tôt des difficultés des habitants. Le marché noir fait son apparition. Nombreux sont ceux qui, dans la capitale, pensent que les gros commerçants qui spéculent sur le dos de la population sont gagnants sur tous les tableaux.

On se berce d'illusions

Le gouvernement, en la personne de Paul Reynaud, prend fin février-début mars 1940 quelques mesures, jugées timides par quelques-uns, comme trois jours consécutifs sans viande¹⁴, sans gâteau, mais cela n'a rien à voir avec les restrictions qui touchent la population allemande, ce dont les Parisiens, en particulier les chansonniers, sont les premiers à se moquer sur scène, relayés par les caricaturistes qui en font des gorges chaudes dans la presse. Bien peu sont ceux qui comprennent l'étendue de la menace, d'autant que les responsables s'efforcent pendant longtemps de cacher la vérité à la population. Dans ces conditions, et en dépit des problèmes d'intendance, de nombreux Parisiens, comme la plupart des Français, s'installent dans une guerre qui leur semble lointaine et

qu'ils ont fini par apprivoiser. Dans leur grande majorité, au printemps 1940, ils ont abandonné le masque à gaz et, pire encore, ils ne descendent pas toujours aux abris lorsqu'une alerte éclate.

Cette « drôle de guerre », loin de leur vécu, leur apparaît de plus en plus brouillée et ils se réconfortent en minimisant l'adversaire. Preuve en est avec les fêtes de fin d'année où c'en est fini de la morosité ambiante qui au fil des jours s'est estompée. Une foule de provinciaux sont venus à Paris profiter des spectacles qu'ils partagent avec les Parisiens, et tous d'applaudir Maurice Chevalier et Mistinguett au Casino de Paris. Ensemble, ils reprennent en chœur, avec la célèbre vedette Joséphine Baker, *J'ai deux amours, mon pays et Paris*. Du plus luxueux au plus modeste, il y a longtemps que les restaurants n'ont connu une telle affluence. Brasseries et bistrots font le plein, souvent pris d'assaut par les permissionnaires. Partout, on affiche complet. Gourmets et connaisseurs se disputent l'entrée d'établissements chics (le Ritz, Maxim's, le Crillon, La Tour d'argent...) comptant sur un menu soigné et une joyeuse ambiance. Charles Trenet mais aussi Tino Rossi connaissent un franc succès à l'ABC. Seule la chanson de Léo Marjane (*Je suis seule ce soir*), diffusée à la radio, rappelle l'absence des prisonniers. Le printemps 1940 offre une abondance de spectacles¹⁵. D'après *Une semaine à Paris*, c'est « la plus belle riposte à la propagande allemande¹⁶ » qui tend à décrire Paris comme une ville morte. Après l'inauguration du théâtre des Ambassadeurs où se donne une nouvelle pièce, *Elvire*, les spectateurs sont au rendez-vous

à l'Athénée pour *Ondine* de Giraudoux ou *Les Monstres sacrés* de Cocteau ; seuls de temps à autre la présence des uniformes et des brassards, le chant de *La Marseillaise* après le spectacle, la notice pour trouver l'abri en cas d'alerte rappellent que l'on est en guerre. Début mai, les courses hippiques attirent un public mélangé d'amateurs et de parieurs, tandis que les courses cyclistes séduisent toujours autant la foule.

L'afflux de réfugiés

Quand, au matin du 10 mai 1940, les Parisiens apprennent la violation des frontières de la Hollande et de la Belgique, ils ne cèdent pas à l'affolement. Une semaine plus tard, commence le grand déferlement de réfugiés fuyant l'avance ennemie, la capitale est alors frappée de plein fouet par l'arrivée de ces vagues incessantes venues de Belgique puis du nord du pays. Aux trains bondés déversant leur cortège de misère succèdent des véhicules divers tout aussi remplis et pitoyables. Le choc est visuel pour les habitants qui voient passer ces familles harassées, hagardes, provenant d'un autre monde. Vieillards et enfants épuisés, femmes au teint gris de fatigue, ployant sous le poids de bagages hétéroclites sont dirigés dans des centres où les accueillent Croix-Rouge et bénévoles, témoins de leurs souffrances. Parmi ces repliés, peu ont la force de parler mais leur passage suscite la compassion, alimente les conversations et les interrogations. D'autant que sitôt réconfortés, ces

évacués n'ont qu'une hâte : gagner le Sud ou l'Ouest. Ils sont vite remplacés par d'autres, aussi pressés de se remettre en route.

Les premières semaines, les Parisiens subissent avec cran le contrecoup de cette migration et donnent l'apparence de ne pas vouloir céder à la contagion¹⁷. Le gouvernement les renforce dans cette décision, affirmant qu'il restera sur place. Cependant, certains prennent leurs précautions comme la famille Groult, le 15 mai 1940 : « Paris est menacé. On parle de nous expédier à Concarneau, comme les plantes fragiles qu'on met dans une serre, à l'abri des bottes... La moitié de la classe de 2^e du Collège d'Hulst s'est retirée dans ses terres. » Le 18 mai marque le départ : « Nous partons en train vers l'Ouest à Concarneau¹⁸... »

Survient alors un deuxième choc, début juin, lorsqu'aux mauvaises nouvelles du front et à la rapidité de l'avance ennemie s'ajoutent les bombardements sur Paris et sa banlieue¹⁹. Cette fois, si le souvenir des exactions des Boches refait surface dans les mémoires, l'évocation des conséquences de l'invasion de 1914 n'est plus seule en cause. À cela se mêlent les reportages que la presse parisienne consacre aux destructions visant la capitale²⁰. Lorsque, le 10 juin, on apprend le départ du gouvernement « pour des raisons militaires impérieuses », le doute saisit la population qui comprend que le pire peut arriver. L'angoisse et la stupeur se lisent sur les visages.

Les Parisiens s'en vont

Ne se sentant plus en sécurité, les Parisiens sont nombreux à prendre la route, invoquant divers motifs. En fonction de la date de départ, des moyens de locomotion employés et du contenu des bagages, il existe bel et bien une hiérarchie de l'exode dont l'histoire diffère suivant le milieu. Dans un premier temps, fin mai, les beaux quartiers se vident. La bourgeoisie et les classes aisées s'efforcent de camoufler le vrai motif de cette transhumance, en prétextant la venue de l'été tout proche. Installées dans leur voiture remplie à ras bord, les familles sont censées rallier leur résidence de vacances. Leur coffre recèle manteaux de fourrure, argenterie et bibelots divers. Pour rien au monde elles ne voudraient avoir l'air de céder à la panique. Si elles ont omis de prévenir leur concierge qu'elles s'en allaient, leur chargement sonne comme un aveu. Puis le mouvement fait tache d'huile. C'est au tour d'autos plus modestes de gagner des cieux plus cléments, dans un calme relatif. Du 8 au 13 juin, la SNCF fournit un effort considérable, ajoutant aux deux cents trains prévus une centaine de convois improvisés pour répondre aux besoins des habitants de la région parisienne²¹. « Les Parisiens qui veulent les prendre attendent sur les trottoirs en face des gares et couchent par terre pour garder leur place et s'embarquer²². » Les gares parisiennes sont surchargées. Empruntant un train vers l'Ouest, Berthe Auroy, une institutrice montmartroise, gagne Épernon le 10 juin où doivent la retrouver ses amis qui ont quitté



L'exode jette sur les routes des milliers de Parisiens qui fuient l'arrivée des Allemands. Les plus modestes partent les derniers et à pied. Place de la Concorde, un homme, avec une brouette chargée, devance un cortège de femmes emportant leurs biens les plus précieux. Quelques-unes poussent une voiture d'enfants, certaines une bicyclette. Plusieurs portent en bandoulière probablement une couverture en prévision des nuits dehors.

© Photo Josse/Bridgeman Images